

## EUROPE

ROUMANIE : flottements, revirements, attaques personnelles...

## Les divergences s'accroissent au sein du Conseil du front de salut national

Le Conseil du front de salut national (CFSN) estime que la décision prise vendredi 12 janvier « sous la pression de quelques milliers de manifestants, de mettre hors-la-loi » le Parti communiste roumain était trop « hâtive ». Les nouveaux dirigeants ont fait marche arrière et annoncé l'organisation d'un référendum sur l'avenir du PCR le 28 février. Les électeurs se prononceront également pour ou contre le rétablissement de la peine de mort. Ce revirement témoigne d'un profond malaise et de rivalités personnelles au sein de la direction du CFSN.

## BUCAREST

de notre envoyée spéciale

La révolution roumaine a-t-elle perdu son romantisme, vendredi 12 janvier, place de la Victoire à Bucarest ? C'est ce que craint fort l'écrivain Octavian Paler, ancien opposant à Ceausescu, qui exprimait, dimanche à la Une de *Romania Libera*, un sentiment de tristesse et d'amertume partagé par bien des Roumains avec le désastreux face-à-face, vendredi, de manifestants surexcités et des dirigeants du Conseil du front de salut national (CFSN) gravement contestés. « On dirait que Ceausescu se venge, dit-il, lorsqu'on voit qu'après « ces longues années de monologue, nous ne sommes plus capables de dialoguer. Allons-

nous donc nous laisser poursuivre par le fantôme de ce monstre ? »

Après un sérieux flottement et un moment de panique qui l'a amenée à sortir en toute hâte trois décrets-lois, dont un plaçant le PC hors la loi, pour livrer quelque chose à la foule (*le Monde* daté 14-15 janvier), la direction du CFSN a tenté de se ressaisir samedi. Déjà, dans la nuit, le premier ministre, M. Petre Roman, avait réussi à mettre fin à la manifestation en prenant la tête, non sans un certain courage, d'un cortège dont il décida qu'il devait aller rendre un dernier hommage aux martyrs de la révolution, place de l'Université. Il avait encore la voix cassée d'avoir tant crié, lorsqu'il est apparu, tard samedi soir, à la télévision pour l'équivalent roumain de ce qu'on appellerait en France une « causerie au coin du feu », en compagnie du président et du vice-président du CFSN, MM. Ion Iliescu et Dumitru Mazilu.

## Montrer un front uni

Le malaise provenait, en partie, de l'absence de communication entre le nouvel organe dirigeant et la population, ce à quoi on décida donc de remédier par l'émission télévisée ; la décision de mettre le PC hors la loi avait été prise « trop hâtivement » et l'on décida donc, tout naturellement, de soumettre ce décret-loi au référendum qui doit également décider, le 28 janvier, de l'opportunité de rétablir la peine de mort pour les « terroristes » de Ceausescu.

Enfin, la journée de vendredi avait gravement menacé l'unité du CFSN en laissant éclater devant les manifestants – et les caméras de télévision – une opposition entre MM. Iliescu et Mazilu, ce dernier ayant lui-même lancé les slogans les plus radicaux avec la foule qui, galvanisée, ne laissa même pas M. Iliescu ouvrir la bouche lorsque vint son tour. Au nom du consensus, il fallait donc montrer un front uni aux téléspectateurs qui se virent expliquer par M. Iliescu que M. Mazilu était allé à la rencontre des manifestants, non pas de sa propre initiative, mais envoyé par le CFSN et que, malheureusement, étant un être « sensible et influençable », il avait laissé les choses prendre une autre tournure que celle qu'elle aurait dû prendre...

Dans un effort pédagogique, M. Roman informa aussi, au cours de cette émission, le public roumain de la gravité de la situation économique, tandis que M. Mazilu exposait les grands axes du projet de loi électorale auquel il travaillait.

La crise a-t-elle été surmontée pour autant ? Si les esprits semblaient s'être apaisés dimanche – du moins à Bucarest car la situation à Timisoara (où l'armée exerce provisoirement le pouvoir) et à Brasov, par exemple, est loin d'être stabilisée, – le CFSN a posé en réalité plus de questions qu'il n'en a résolu. Les inquiétudes de la population roumaine sur les méthodes de gouvernement du Front et sur la présence de communistes en son sein persistent. Le CFSN n'a pas su les dissiper. Il a légiféré par décrets, entretenu

l'ambiguïté sur ses intentions dans le contexte des élections libres au moment où beaucoup le soupçonnaient de vouloir « confisquer la révolution », multiplié les formulations vagues, et s'est montré incapable de rassurer ceux qui trouvaient que trop de dignitaires de l'ancien régime, encore là, risquaient de transformer « le Front de salut national en Front de salut de la omenklatura ». Toutes ces inquiétudes ont éclaté au grand jour vendredi devant des dirigeants totalement surpris et désarmés.

## Dumitru Mazilu fustigé...

Bien des points demeurent préoccupants. Le premier concerne la campagne de presse, aux forts relents stalinien, déclenchée contre M. Mazilu. Le quotidien *Romania Libera* a ouvert les hostilités samedi en réclamant, en première page, le limogeage de M. Mazilu du CFSN pour « atteinte grave à la politique de consensus national ». L'ancien rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui a eu les pires ennuis pour avoir tenté d'en dénoncer les violations dans son pays, y est accusé d'avoir été colonel de la Securitate – il reconnaît avoir dirigé « moins d'un an » l'école du ministère de l'intérieur, en 1964-1965, – d'avoir tué une personne dans un accident de voiture, d'avoir plagié des travaux universitaires et de s'être découvert dissident lorsqu'on lui refusa de sortir de Roumanie pour aller « toucher des devises ». Dimanche,

c'était au tour de *Adevarul* (« *La Vérité* », qui a remplacé l'ancien organe du parti *Scinteia*) de demander sa démission sous la plume d'un « porte-parole des militaires » qui rappelle les liens de M. Mazilu avec la Securitate et l'accuse d'avoir « encouragé vendredi par son opportunisme le chaos et l'anarchie » tandis que *Romania Libera* réitérait ses attaques de la veille en soupçonnant le vice-président du CNSN d'avoir voulu renverser le numéro un, M. Iliescu, et en publiant le communiqué d'associations de juristes qui le jugent tout bonnement coupable de « haute trahison ».

Ce genre d'attaque peut ouvrir la voie à une série de règlements de comptes en cascade car, comme le fait remarquer un collaborateur de M. Mazilu, pour connaître aussi bien la biographie de ce dernier « il faut sans doute avoir soi-même eu des liens avec la Securitate »... De ce jeu-là, bien peu de gens risquent de sortir intacts tant le régime Ceausescu savait pousser le moindre individu à se compromettre.

## ... et Ion Iliescu encensé

Autre point préoccupant : la manière dont les Roumains, et tout particulièrement à la télévision, chantent les louanges du président Iliescu. Samedi et dimanche, ont défilé sur les écrans toutes sortes d'employés, d'étudiants et de « Roumains moyens » qui ne trouvaient pas de superlatifs assez forts pour exprimer leur admiration à l'égard du leader du CFSN. Une employée des Editions techniques,

qu'avait dirigées M. Ion Iliescu après être tombé en disgrâce au parti, n'est-elle pas allée jusqu'à affirmer que « en entendant une voix qui ressemble à la sienne, elle de joie ? » Une telle pratique, à la longue, risque fort de rappeler aux Roumains les mauvais souvenirs d'un passé encore tout frais...

Enfin, le nouveau revirement de l'équipe dirigeante sur l'interdiction du PC accroît encore l'impression de confusion : le CFSN envisage-t-il sérieusement d'organiser dans les deux semaines et dans le chaos ambiant un référendum sur la peine de mort et l'abolition du PC ?

S'il y a une chose qui unit sans doute les nouveaux dirigeants et la population de ce pays, c'est le sentiment d'une amertume partagée. Qui peut-être heureux aujourd'hui en Roumanie ? Les hommes au pouvoir aux prises avec un pays en ruine et avec les valets de l'ancien régime, car qui d'autres pourraient-ils mettre à leur place ? – sont contraints de justifier sans cesse leur légitimité, et qui n'ont pu, contrairement à leurs collègues polonais ou tchécoslovaques, présenter au peuple des « certificats d'opposition » ? Trois semaines après la révolution, la crise humaine et morale dans laquelle tant d'années de dictature ont plongé les Roumains éclate plus fort que jamais sur un peuple traumatisé, humilié, méfiant, en plein désarroi. « La confiance a disparu dans ce pays, le Front doit nous donner des raisons de lui faire confiance », implore un jeune étudiant. Avant de partir, Ceausescu avait bien tout détruit.

SYLVIE KAUFFMANN